

# Lettre des Administrateurs salariés d'EDF SA

N°96

Avril 2023

Parrainés par la FNME-CGT



Karine  
GRANGER

*Edito : Vos administrateurs font leur propre CA ...*

Plus de 2 mois de mobilisation, et pour certains, plus d'un mois de grève reconductible, c'est historique ! Avec plus de 60 soutiens venant de l'international contre la réforme des retraites et des manifestations en Espagne, en Grèce, au Mexique et même au Luxembourg, vos administrateurs salariés parrainés par la FNME-CGT ont choisi le soutien sans faille avec le mouvement plutôt que les échanges feutrés d'une instance qui ne fait que comptabiliser -en ce printemps bouillonnant- les TWh perdus. Compte tenu de l'effort économique que la grève représente pour tous les grévistes, c'est tout autre chose qui devrait s'y dérouler !



Fabrice  
GUYON

Ce conseil d'administration ne répond pas aux questions de fonds comme celles de se munir d'un parc de production pilotable suffisant et efficient. Les questions d'ordres stratégiques et immédiatement opérationnelles ne sont pas débattues : quels financements, moyens, organisations, compétences et formations pour prioriser dès aujourd'hui la réussite du programme EPR2 promis mollement par un gouvernement désormais en grande faiblesse ? Comment sécuriser la production hydraulique en mal d'investissements et de maintenance au sein d'un parc intégré (comme l'actualité nous l'impose) ? ... Le seul changement notable est un regain de considération pour le secteur aval (clients et services) délaissé hier par le président précédent. Mais il ne faudrait pas que cette attention se transforme en logiques boutiquières et faire d'EDF un négociant comme les autres. Car, à proposer majoritairement des offres de marché, EDF fait la promotion de logiques libérales alors qu'une seule directive de Bruxelles peut désormais détruire l'entreprise alors qu'elle est le principal producteur européen indispensable à l'équilibre et la continuité de service. C'est d'ailleurs ce que les grévistes démontrent. D'autant qu'un recentrage sur les questions nationales est une évidence quand les logiques de marché s'affolent !



Jean-Paul  
RIGNAC

En ce sens, on espère que le séminaire de la stratégie qui aura lieu en mai répondra à toutes nos interrogations pour l'avenir du Groupe et donc de ses salariés Et nous permettra d'aborder à minima les hypothèses dramatiques pour les comptes d'EDF retenues dans l'étude sur la valorisation du titre en novembre 2022 : poursuite de l'ARENH dans les conditions actuelles, indisponibilité récurrente du parc, ...

Le gouvernement pose sur la table 50Md€ en 2022/2023 pour atténuer les effets de la crise énergétique sans éradiquer les causes par une mise à plat du secteur. L'inflation est toujours là, cinglante, plongeant dans la précarité les plus démunis d'entre nous. Le calcul du tarif réglementé de l'électricité par la CRE subit une augmentation de plus de 100% en février 2023 alors que notre souveraineté énergétique aurait dû nous permettre une belle résilience ! Ce calcul est jugulé par la mise en place d'un bouclier tarifaire à 15% mais il servira de référence pour indemniser tous les fournisseurs.

Les quelques Md € de financement de notre système des retraites paraissent bien dérisoires au regard des 157Md€ d'aides publiques versées aux entreprises en 2019 (sans contreparties et hors bouclier tarifaire évidemment). Il en est de même des 18Md€ d'exonérations de cotisations (CICE) pour créer 100000 emplois. Cela représente 180k€ par emplois créé, alors que le cout médian d'un salarié est autour de 33k€, de quoi s'interroger sur l'efficacité des politiques actuelles ...

## Edito ... suite

Dans la période qui vient de s'écouler, les actes posés ont été à l'encontre de notre régime pionnier qu'est le régime des IEG et aussi à l'encontre des intérêts de l'entreprise. En effet, comment fidéliser les salariés du groupe, sans garanties collectives de haut niveau, sans statut des IEG ?

Notre système de retraite comme notre service public de l'électricité ont fait référence dans le monde et confortent notre démocratie. Il n'y a pas de service public sans mission de service public et pas de mission de service public sans statut des IEG. Ailleurs, là où le capitalisme a encore plus financiarisé tout ce qui lui tombait sous la main, et en particulier tout ce qui était « public et rentable », nos luttes pour faire perdurer notre modèle, représentent un espoir.

**Le rapport de force devrait aussi servir à nous légitimer !** Et comme nous restons des administrateurs engagés, nous évoquerons, dans cette lettre, différents sujets à partir des éléments bruts reçus pour les CA où nous n'avons pas siégé, ou à partir d'informations qui nous remontent des unités ...

Bonne lecture !

## Bienvenue Fabrice !

Salarié à la Centrale Nucléaire de Chinon, Fabrice a commencé son parcours professionnel à la centrale comme apprenti en 1992. Il a ensuite occupé plusieurs fonctions au sein du service Exploitation : agent de terrain, opérateur, pilote de tranche, chargé de consignation, cadre technique puis chef d'exploitation délégué.

Fabrice a exercé des responsabilités syndicales : élu Local en IRP, en CSE. Puis nommé au niveau national comme Coordinateur à la Division Production Nucléaire et Thermique pour EDF.SA, il a siégé aussi au Comité de Groupe France en tant que Coordinateur de la maison mère et des filiales du Groupe puis au Comité d'Entreprise Européen comme membre puis secrétaire adjoint.

4<sup>ème</sup> sur la liste de la mandature actuelle, il rejoint donc le Conseil après le départ de Claire.

## EDF Renouvelable

EDF Renouvelable souhaite continuer son développement en France et dans le monde. En France, ce sont des objectifs de pourcentages dans le mix électrique qui servent de référence, et pour les parcs éoliens en mer, cela se traduit par des appels d'offres qui régulent leur implantation. A l'international, EDF R. vise plus des opérations qui ne sont pas sans risque (Texas) et avec un résultat parfois mitigé. Les administrateurs mandatés par la FNME-CGT sont opposés à des opérations purement financières qui ne mettent pas au premier plan le respect des contraintes environnementales, sociales et la plus-value technique et industrielle pour les équipes. Associé à un partenaire Canadien, EDF R. vient de remporter l'appel d'offre du parc éolien en mer au large du Cotentin. C'est une bonne nouvelle mais nous nous interrogeons toutefois sur le prix de 44.9 €/MWh alors que les risques d'interfaces ou opérationnels sont peu évoqués à ce stade du projet, tout comme l'impact en termes d'emplois et d'industrie.

On peut légitimement craindre qu'EDF R choisisse pour certains composants des fournisseurs en dehors du territoire, voir du sol européen alors que d'autres, comme les USA, favorisent l'industrie locale en empilant diverses mesures : protectionnisme avec le Buy American Act, subventions massives et stratégie industrielle (Ex. création de gigafactories pour le PV).

Quant à la Chine loin du marché libre, elle protège totalement son marché alors que l'Europe est ouverte à tous les vents.

**Sans planification et mesures de soutien de l'industrie française et européenne pour l'éolien et le PV, le risque est grand de voir continuer la désindustrialisation et la perte de souveraineté** (cf Photowatt). L'Europe était

pourtant en avance jusqu'à l'accord de 2013 limitant les taxes européennes sur PV Chinois contre de faibles taxes des voitures de luxe allemandes en Chine. Cela a permis à la Chine d'exploser les volumes installés en Europe grâce à son marché intérieur immense, son dumping social, ses exigences réglementaires inférieures aux nôtres. Aussi des questions se posent : quel est le plan de développement des énergies renouvelable et quelle planification assurée par l'Etat pour conserver une cohérence au niveau :

- De leur efficacité (facteur de charge) liée à leur implantation sur les territoires,
- De l'impact sur le développement des réseaux de distributions et de transport,
- De leur contribution à la sécurité du réseau,

Enfin, le développement des renouvelables devrait s'intégrer dans un schéma industriel global autre qu'à coups de subventions de start-up.

**En ce sens, l'énergie renouvelable à toute sa place dans un service public de l'électricité dans un mix qui reste équilibré.**

## Nuward ou comment assister à la financiarisation du nucléaire

Le projet Nuward a été présenté au CA du 29/03/2023. Engagé dans cette course contre la montre au petit réacteur – mais quand même un des plus puissants de sa catégorie – Nuward s’organise... mais totalement hors statut EDF, jusqu’à accepter dans le consortium une filiale d’Engie alors que nos ingénieries EDF pourraient tout à fait remplir cette mission.

Une petite phrase retient notre attention : « le marché potentiel pour les SMR pourrait être très vaste ». Si l’on partage le fait que le nucléaire est tout à fait compatible avec les exigences climatiques, il ne faudrait pas pour autant en faire un prétexte pour l’exclure de la sphère publique ! Car contrairement aux technologies existantes, le SMR nous est d’abord présenté sous un angle commercial... et la technique n’aurait ensuite plus qu’à suivre ! Les montants mobilisés vont par ailleurs autoriser, ensuite, la participation de capitaux privés et/ou de start-up qui nous enverraient directement dans des logiques de rentabilité de « court terme », alors que cette filière nécessite pourtant de fortes précautions. Il n’est pas acceptable que la conditionnalité des aides d’Etat oblige EDF à accepter une telle organisation !

Car le nucléaire n’est pas à banaliser : sa dissémination reste un problème de premier plan et une crainte légitime. D’autant que si on lit avec attention les écrits de RTE - dont la dernière consultation publique -, le scénario d’augmenter le nombre de SMR pour les besoins industriels de décarbonation (hydrogène en particulier, et donc au plus près de la consommation...) est sérieusement envisagé. Cela interroge d’ailleurs inévitablement sur la volonté à fournir des EPR2 au-delà de ce qui est « presque » engagé sur Penly. La question de l’acceptation publique va donc se reposer ! Compte tenu du mauvais déroulement du débat public sur Penly (qui a abouti à la démission de la Présidente de la CNDP), le sujet devient désormais prioritaire.

Pour finir, moins que résister, EDF accepte d’envoyer des agents, qui, même si leur choix est respectable, auront obligation à perdre, le temps de leur mission sur SMR, leur statut ! C’est bien pire que la possibilité de rester « amadoue », puisque cette alternative déjà peu réjouissante est écartée pour SMR ! Pourtant la question des moyens et des compétences sont loin d’être secondaires, comme on le voit à travers la relance de l’EPR2 en interne EDF. D’autant que l’avancement de la « french version » du SMR est partie en retard par rapport à ses concurrents et que le pari de saut technologique, notamment avec des échangeurs à plaques, plus compacts, reste encore à concrétiser...

Le gouvernement, RTE et EDF seraient-ils en train d’envisager de privatiser tout ou partie de la filière nucléaire pour ne livrer que les garanties bancaires et porter les risques industriels ? ... dans le but de créer un modèle « bas de gamme » d’une filière qui ne peut l’accepter, compte tenu des enjeux de sûreté qui restent des principes fondamentaux.

## Activités à l’international ... loin de la « TOTAL » transparence !

Un séminaire stratégique est donc prévu en mai de cette année. Comme nous n’avons jamais le choix des sujets, nous anticipons donc pour aborder l’avenir à l’international d’un EDF aux poches vides ! En effet, TotalEnergies après avoir misé sur l’ARENH, aurait-il l’intention de faire d’EDF son vassal sous couvert d’une transition nécessaire après le tout fossile ! Dans tous les cas, son porte-monnaie gonflé par des bénéfiques records lui permet d’allonger les billets au nez d’un EDF rendu misérable par les gouvernements successifs ...

De là, à penser que la Direction internationale soit la porte d’entrée, il n’y a qu’un pas. A bien lire les gazettes, on peut considérer que le groupe pétrolier commence une lente mais déterminée influence sur EDF : Jaitapur en Inde et Mphanda Nkuwa au Mozambique.

En Inde, TotalEnergies serait intéressé par Jaitapur, qui prévoit la construction de 6 EPR et que le gouvernement français porte au détriment de ceux basés en Europe (République tchèque ou Pologne) sur fond d’accords économiques. Le Figaro du 24/02 relate ainsi les faits ... « Le financement d’un tel projet est par nature complexe. TotalEnergies, qui se mue en électricien, envisage d’apporter son concours. ” Le groupe serait disposé à financer le nucléaire en Inde. Il pourrait acheter à l’avance un gros volume d’électricité. Un contrat sur 20 ans par exemple, sans endosser le risque nucléaire.

La signature d'un tel contrat rassurerait les banques qui ouvriraient plus facilement leur porte pour financer le projet " confie une source proche de Total ». On remarquera que le géant de l'or noir a tout de même une vraie aversion aux risques industriels qu'il laisse porter par plus petit que lui ... et que sa mutation en électricien est quand même toute relative même si elle est fortement affichée.

Car ce sont ces risques qui sont inquiétants pour EDF : la responsabilité de l'exploitant serait, aux dernières nouvelles, engagée à 100%. Dans les plans indiens pharaoniques de TotalEnergies, en partenariat avec le « local » Adani (en difficulté ses derniers temps), un accord d'achat avec EDF lui assurerait une électricité bas carbone, ressource éventuelle pour des projets hydrogène et réduirait l'urgence à développer des fermes solaires. En clair, EDF deviendrait un outil de la stratégie de TotalEnergies, dont l'actionnariat n'a rien de vraiment national (27,7% du capital en France dont 15,1% d'actionnaires institutionnels ... mais 32,8% en Amérique du Nord dont 6,2% pour BlackRock Inc. ).

Au Mozambique, 142/180 au classement IPC 2022 (\*), . TotalEnergies est déjà présent dans un immense projet de gaz liquéfié dans la province du Cabo Delgado d'environ 16,5Md\$, qui avait été arrêté net en 2021, après une attaque jihadiste d'ampleur (4 600 morts) : le gouvernement local avait fait appel ... au groupe Wagner. TotalEnergies participerait maintenant au tour de table du projet Mphanda, projet hydraulique de 1 500M W, en consortium avec EDF, pour devenir investisseur et développeur. Voilà donc un État - Le Mozambique- qui se lie pieds et mains à un pétrolier dont les bénéfices dépassent son PIB. On peut aussi s'interroger sur la brillante stratégie d'EDF d'enseigner l'hydro-électricité à l'un de ses principaux compétiteurs. Car il est de notoriété publique que TotalEnergies cherche à développer cette filière et à prendre des participations surtout quand ceux qui sont dans la place sont « sans le sou » ... Par ailleurs, l'image du Groupe EDF, qui constitue pourtant le fondement de sa pérennité dans une époque troublée, pourrait être définitivement mise à mal avec cette alliance et ce projet extrêmement risqué du point de vue environnemental et social déjà très controversé.

Enfin, le risque d'être accusé de corruption, y compris par le Département d'Etat états-unien, existe, lorsqu'on connaît les pratiques du géant pétrolier, et qu'on a un peu étudié le dossier Alstom. Dans ce dernier cas, cela a permis à General Electric de racheter, piller puis démanteler la branche énergie de notre fleuron industriel. Ne croyez pas d'ailleurs pas qu'EDF serait prémuni de ce risque : toute transaction en dollars permet à la justice états-unienne de poursuivre une entreprise. ... Quant à EDF, il va falloir comprendre sa stratégie et ses intérêts.

Il nous semble que les valeurs d'EDF doivent être bien lointaines de celles pratiquées par TotalEnergies qui n'a plus grand-chose de français si c'est toutefois l'excuse... Sa manière de faire est sans état d'âme, sous relent de pratiques post coloniales et là où il souhaite rafler les matières premières, il contractualise avec les pires régimes politiques. Il continue même en 2023 à développer des projets en s'asseyant sur les droits humains ou sur les nécessaires valeurs environnementales comme son projet en Ouganda (Projet Eacop/Tilenga) qu'il réussit à asseoir malgré les nombreux recours des ONGs.

Accepter TotalEnergies dans les tours de tables sur des projets d'ampleur, c'est inviter l'ultra libéralisme à se saisir de ce bien première nécessité pour reproduire le modèle d'affaire du pétrole avec les juteux bénéfices qui vont avec. Il serait donc de bon ton que nos apprentis financiers à l'international trouvent une motivation autre que celle de côtoyer les grands du monde de la finance assis sur une massification des inégalités. Quand on est une entreprise publique, on pense prioritairement aux objectifs sociaux, sociétaux et environnementaux des projets et on accepte le débat ! Il est assez curieux que depuis sa nomination, la Directrice à l'International n'ait jamais montré le bout de son nez au CA d'EDF comme si elle avait oublié que les activités à l'international font partie intégrante de cette entreprise avec comme devoir minimal : rendre des comptes à la gouvernance ... EDF à capital 100% public oblige a minima à une totale transparence – voire une cohérence - sur les micmacs financiers à l'étranger.

Car plus on lave blanc à coups de raisons d'être ou autres chartes, plus on s'aperçoit que l'eau semble sale ... Nous avons déjà épinglé EDF sur sa participation à 20% sur le projet Al Dhafra avec le chinois Jinko Solar (Siège social aux îles Caïmans) dont la performance économique est à mettre sur le compte de travailleurs exploités. On ne parle plus du projet Neom dont les délires d'un prince intéressent l'entreprise au plus haut point (3 peines de mort pour des opposants au projet tout de même). Tout n'est pas qu'une question de finances et vouloir reproduire les méthodes de l'ultra libéralisme n'est certainement pas la meilleure voie que doit prendre l'entreprise étatisée surtout quand les acquis sociaux dans les IEG sont réduits et que les factures des usagers en France flambent ...

D'autant qu'EDF International, souvent poussé par les conditions de moins-disance, vend souvent des prestations où aucun salarié au statut ne participe à l'équipe mise en place alors que le client est en droit d'attendre des appuis techniques dignes de l'excellence que représente l'entreprise au niveau mondial. Faire appel à des consultants externes n'ayant qu'un contrat de projet comme lien avec la maison mère devient presque mensonger. Pourtant, nous avons appris que la tentation était grande de monter des centres d'ingénierie là où les projets se concrétisent avec pour seul lien ... notre logo ...

Il est tout à fait possible de réaliser de belles coopérations internationales avec en ligne de mire un véritable transfert de compétences vers les acteurs locaux pour les amener à une souveraineté que nous défendons aussi en France. Revenons à ce que maîtrise EDF : proposer des plans directeurs énergétiques, leur permettant de préparer leur mix sur des décennies et de placer judicieusement ici de l'hydro, là du nucléaire, voire du solaire ou de l'éolien grâce à nos ingénieries et nos experts techniques, en prenant en compte l'électrification rurale, les enjeux sociaux (formation en particulier), sociétaux et environnementaux et le partage local des bénéfices. Tout le monde en sortirait gagnant. Notre image en serait grandie et en interne, on retrouverait du sens à travailler à l'international.

En conclusion, si l'unique champ diplomatique du gouvernement est d'ordre économique en se servant des multinationales comme bras opérationnels, il ne faudra pas s'étonner demain de les voir s'immiscer dans tout ce qui pourra être « rentable » et à caractère public quitte à spolier les populations. Par exemple TotalEnergies pourrait financer les EPR2 ouvrant ainsi la voie de la privatisation du nucléaire pour en faire le commerce de l'hydrogène demain... La manière dont le géant a contribué en France à rendre juteux le commerce du gaz et de l'électricité avec la complicité de Commission européenne et des Etats membres montre sa puissance et clôt lentement la porte du retour à un nécessaire service public. Et ce n'est pas l'article de Médiapart du 13/03 qui va nous rassurer sur l'absence de conflits d'intérêt de nos gouvernants !

*\*IPC : Indice de Perception de la Corruption 2022, Transparency International*

## Transparence ... saison 2

A l'heure où nous bouclons cette lettre, Anticor annonce avoir déposé un signalement ciblant l'ancien PDG Jean-Bernard Lévy pour prise illégale d'intérêts dans la ré-étatisation par OPA. Sa participation au vote du CA du 27/10/2022 statuant du rachat des titres à 12 euros par l'Etat relèverait de la prise illégale d'intérêt. Le nouveau vote du 20/11/2022 sonnait déjà comme un aveu d'un grand n'importe quoi sur ce dossier ... avec cette fois pour « muscler » la décision, la participation au vote d'un futur PDG pas encore nommé par l'Etat, du côté des indépendants le temps de quelques jours ... pas sûr que cela soit suffisant en démocratie mais c'est sans compter sur un gouvernement qui ouvre le champ des possibles dans tous les domaines que ce soit dans Pif Gadget ou Playboy !

Pourtant à l'heure où la souveraineté énergétique est d'actualité et primordiale pour notre économie, il faudrait nécessairement se poser la question des moyens pour y arriver sans vider les caisses de l'Etat, en toute indépendance et dans l'intérêt des usagers et d'une transition énergétique incitative. Cela aurait dû passer par une véritable nationalisation d'EDF dont le projet de loi a été fracassé par le sénateur Longuet. Sénateur qui fut pourtant un temps ministre et dont Jean Bernard Lévy a été ... le chef de cabinet ... Par son travail de destruction, le sénateur acte donc que les parlementaires ne doivent pas intervenir sur la gouvernance et la stratégie d'une entreprise pourtant 100% publique et au cœur des enjeux d'aujourd'hui ! Effarant ! Même si la notion d'intérêt « national » a été ajoutée par le sénateur socialiste, on ne voit pas bien comment cet intérêt se traduirait dans les faits ... à suivre prochaine étape à l'Assemblée nationale, le 04/05/2023 ou le texte fera son retour, la partie accès au TRVE ayant été maintenue ...

## Nous contacter

**Nous sommes à votre disposition pour répondre à vos questions :**

- ⇒ Karine GRANGER : [karine.granger@edf.fr](mailto:karine.granger@edf.fr) – Tel 06 66 31 49 90
- ⇒ Fabrice GUYON : [fabrice.guyon@edf.fr](mailto:fabrice.guyon@edf.fr) – Tel 06 22 56 27 70
- ⇒ Jean-Paul RIGNAC : [jean-paul.rignac@edf.fr](mailto:jean-paul.rignac@edf.fr) – Tel 06 59 67 76 71